

« Créer une agence européenne de notation financière à but non lucratif » serait « pertinent et réaliste »

Pierre Pénét, professeur de sociologie à l'université de Genève, suggère dans une tribune au « Monde » qu'Emmanuel Macron apporte son soutien politique à l'idée allemande d'une agence de rating indépendante des mastodontes américains

LE MONDE ECONOMIE | 18.10.2017 à 12h52 | Par Pierre Pénét (Professeur de sociologie à l'université de Genève)



« Son modèle à but non lucratif la protégerait de l'incitation à surnoter des produits financiers dangereux et répondrait à la préoccupation bien légitime d'introduire plus de transparence dans la production de l'expertise » (Photo: drapeaux européen devant la BCE à Francfort en 2016). Ralph Orlowski / REUTERS

Tribune. En France et en Allemagne, la question de la gouvernance économique européenne est de retour sur la table des négociations. Il faut s'en réjouir. Depuis la crise de la dette, les cadres réglementaires ont été renforcés avec la création en 2012 du Mécanisme européen de stabilité. Mais beaucoup reste à faire. C'est le message qu'Emmanuel Macron a souhaité porter dans son récent discours, le 26 septembre, à la Sorbonne.

Les discussions à venir s'annoncent cependant ardues. Plusieurs initiatives françaises, comme la création d'un budget de la zone euro, continuent en effet de susciter une forte opposition de Berlin. Pour peser pleinement dans les négociations qui s'annoncent, Emmanuel Macron gagnerait en revanche à intégrer à la position française certaines pistes de réformes provenant d'outre-Rhin.

L'une d'entre elles concerne la création d'une agence de notation européenne. Cette initiative proposée en 2011 par le cabinet de conseil allemand Roland Berger (economie/article/2012/05/02/l-agence-europeenne-de-notation-sur-les-rails_1694152_3234.html?xtmc=markus_krall_roland_berger&xtcr=1) visait à insérer plus de diversité dans l'industrie de la notation financière aujourd'hui dominée par les « big three » : Moody's, Standard & Poor's et Fitch.

Les leçons de la crise oubliées

En 2012, la Fondation Bertelsmann, un puissant think tank allemand, proposait quant à elle la création d'une agence de notation à but non lucratif. Ces deux projets prometteurs, initiés et débattus outre-Rhin, n'ont malheureusement pas abouti et ce malgré de nombreux soutiens dans le secteur bancaire européen et l'appui de plusieurs membres du parti libéral (FDP) et de la CDU.

Dans ces débats, la France a pour l'instant brillé par son absence. En prévision des prochaines discussions avec nos partenaires européens, Emmanuel Macron serait bien inspiré d'apporter le

Lire aussi : L'Europe rêvée d'Emmanuel Macron (/idees/article/2017/09/27/l-europe-revee-d-emmanuel-macron_5192116_3232.html)

Créer une agence européenne de notation financière à but non lucratif est aujourd'hui plus pertinent que jamais. Dix ans après la crise, les trois principales agences de notation continuent de [jouir](#) d'un quasi-monopole. Aux Etats-Unis, la loi Dodd-Frank votée en 2010 n'a pas fait [bouger](#) les lignes. En [Europe](#) non plus, rien de significatif n'a été accompli et ce malgré la pression du Parlement européen.

Les agences de notation portent pourtant une lourde part de responsabilité dans la crise des subprimes en 2007. Mais les leçons de la crise ont été oubliées : oubliés les conflits d'intérêts entre agences de notation et investisseurs qui ont conduit ces dernières à [noter](#) AAA des milliers d'obligations adossées à des actifs immobiliers pour le moins fragiles, oubliées les promesses de réforme structurelle visant à [introduire](#) plus de transparence et de compétition dans l'industrie de la notation financière.

Coût de création de 300 millions d'euros

La création d'une telle agence européenne viendrait précisément [apporter](#) des solutions concrètes à ces problèmes. Dégagée de l'influence des intérêts financiers, elle donnerait des gages sérieux d'indépendance, d'intégrité et de probité. En particulier, son modèle à but non lucratif la protégerait de l'incitation à surnoter des produits financiers dangereux pour [augmenter](#) leur rentabilité et répondrait à la préoccupation bien légitime d'introduire plus de transparence dans la production de l'expertise, et ainsi [éviter](#) la prochaine [crise financière](#). Raisonnable et pragmatique, ce [projet](#) peine pourtant à se [concrétiser](#).

Lire aussi : Les BRICS réclament leur agence de notation (/economie-mondiale/article/2016/10/17/les-brics-reclament-leur-agence-de-notation_5014710_1656941.html)

Ces difficultés ne sont pas imputables à des enjeux techniques. Les propositions allemandes apportent en effet des réponses très concrètes et détaillées aux questions de mise en place et de fonctionnement du nouvel organisme. Le cabinet Roland Berger chiffre à 300 millions d'euros son coût de création, une somme dérisoire par rapport aux 800 milliards qu'a coûté la crise des subprimes. Si ce projet innovant n'a pas encore été concrétisé, c'est surtout par faute d'un soutien [politique](#) clair.

Comme l'a indiqué Emmanuel Macron, la réforme de la gouvernance économique européenne a besoin d'une impulsion [politique](#). La création d'une agence européenne de notation financière à but non lucratif doit [être](#) une préoccupation stratégique de la France. Le président français gagnerait à faire figurer ce projet d'agence de notation au menu des prochaines discussions franco-allemandes. En apportant un soutien français à cette initiative allemande de réforme pertinente et réaliste, il trouvera de nombreux alliés outre-Rhin.